



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 37 du 18 août 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 19 août 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	815
--------------------------------------	-----

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	815
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	815
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-363 en date du 29 juillet 2009 relatif à la délimitation du périmètre d'intervention de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA) en tant qu'établissement public territorial de bassin (EPTB)	815
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-365 en date du 29 juillet 2009 modifiant l'arrêté SGAR n° 2006-624 du 22 décembre 2006 relatif aux programmes de surveillance des eaux des districts Rhin et Meuse établis en application de l'article L. 212-2-2 du code de l'environnement	815
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	816
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	816
Bureau des réglementations	816
Extrait de l'arrêté du 10 août 2009 portant abrogation de l'arrêté du 21 avril 2009 relatif à l'homologation du circuit de Chenevières	816
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	816
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	816
Extrait de l'arrêté du 12 août 2009 relatif à la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à Baccarat.....	816
Extrait de l'arrêté d'approbation du 17 juillet 2009 du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Puxe	817
Extrait de l'arrêté du 3 août 2009 prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune d'Essey-lès-Nancy, caserne Kléber	817
Extrait de l'arrêté du 5 août 2009 autorisant la capture ou l'enlèvement de spécimens d'espèces animales protégées.....	817
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	818
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	818
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 7 août 2009 de création du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan.....	818
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	819
DIRECTION INTERREGIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS DE METZ.....	819
Arrêté du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature pour les décisions relatives à la carte européenne de stationnement pour les personnes handicapées.....	819
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE STRASBOURG.....	819
Centre de détention de Toul - Décision du 14 août 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (officiers et 1 ^{ers} surveillants)	819
Centre de détention de Toul - Décision du 14 août 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (tableau des officiers).....	820
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	820
Extrait de la délibération n° 78/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009.....	820
Extrait de la délibération n° 79/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009.....	820
Extrait de la délibération n° 80/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009.....	820
Extrait de la délibération n° 81/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009.....	821
Extrait de la délibération n° 82/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009.....	821
Extrait de la délibération n° 83/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009.....	821
Extrait de la délibération n° 84/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009.....	821
Extrait de la délibération n° 85/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009.....	821
Extrait de la délibération n° 86/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009.....	821
Extrait de la délibération n° 87/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009.....	822
Offre de soins hospitaliers.....	822
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 31/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	822
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 32/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	822
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 33/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155	822
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 34/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	823
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 35/2009 du 31 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395	823
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 36/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot - Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668	823
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 37/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070	824
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 38/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096	824
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 39/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joëuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	824
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 40/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	824
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 41/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	825
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 42/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	825
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 43/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163	825
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 45/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	826
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 46/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	826
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 47/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	826

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 48/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	827
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 49/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	827
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 50/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	827
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 51/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	828
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 52/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096.....	828
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 53/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joëuf pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	828
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 54/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	829
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 55/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	829
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 56/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	829
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 57/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073.....	830
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 58/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312.....	830
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 59/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CMS de Faulx pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544.....	830
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 60/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585.....	830
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 61/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	831
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 62/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726.....	831
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 63/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858.....	831
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 64/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE de Flavigny pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973.....	831
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 65/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270.....	832
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 66/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701.....	832
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 67/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148.....	832
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 68/2009 du 16 avril 2009 annulant et remplaçant l'arrêté ARH-DDASS 54 n° 52/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096.....	832
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 69/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 4488.....	833
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 70/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6459.....	833
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 71/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6665.....	833
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 72/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6780.....	834
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 73/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8364.....	834
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 74/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8737.....	834
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 75/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9503.....	834
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 76/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9578.....	835
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 77/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9586.....	835
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 78/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey - Lay-Saint-Christophe pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 0782.....	835
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 79/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 2747.....	836
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 80/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière de Joëuf pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 3158.....	836
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	836
Division d'exploitation de Metz.....	836
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-052 en date du 6 août 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de fauchage sur la RN 52 et A 30.....	836
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	837
Service solidarité - autonomie.....	837
Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA/N° 819 - DISAS/POLE PA/PH N° 303 du 4 août 2009 autorisant l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » à créer un foyer d'accueil médicalisé de 30 places.....	837
Extrait de l'arrêté n° 832 du 4 août 2009 autorisant l'Institution St-Camille à étendre de 13 à 26 places la capacité du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) de Maxéville et de créer une antenne à Pont-à-Mousson.....	838
Extrait de l'arrêté n° 884 du 4 août 2009 autorisant l'association « SSIAD ADMR » de Baccarat à étendre de 5 places pour personnes handicapées la capacité du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) des 4 cantons.....	838
Extrait de l'arrêté n° 885 du 4 août 2009 autorisant l'association « SSIAD du Val de Lorraine » à étendre de 3 places la capacité du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) du Val de Lorraine.....	838
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 886 du 4 août 2009 modifiant la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Vézelize.....	839
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 887 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison Hospitalière de Baccarat.....	839

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 888 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre J. Parisot à Bainville-Sur-Madon géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle	840
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 889 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « Centre d'accueil de jour Germaine Marchal » à Nancy géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle	840
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 890 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » situé 2 rue des cinq piquets à Nancy géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle	840
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 891 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze	841
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 892 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre de Moyen Séjour de Faulx	841
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 893 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre de Moyen Séjour de Faulx	841
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 895 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association Hospitalière de Jœuf	842
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 896 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Lunéville	842
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 897 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy	842
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 898 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons	843
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 899 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons	843
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 921 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson	843
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 922 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port	844
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 923 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port	844
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 924 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Toul	844
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 925 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Toul	845
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 928 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe	845
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 929 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman	845
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 930 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey / Homécourt	846
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 931 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles	846
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 932 du 6 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué	847
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 933 du 6 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du Centre de Soins Sainte-Marie à Nancy	847
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 934 du 6 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royameux	848
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 935 du 6 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy	848
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 936 du 6 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont	849
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 938 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « HOTELIA » à Laxou	850
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 940 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence d'automne » à Laxou	850
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 941 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carnes » à Longwy	851
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 942 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy	851
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 943 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Les Cygnes » de Nancy	852
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 944 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hôtel Club » de Saint-Max	852
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 945 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Jardins du Charmois » de Vandoeuvre-lès-Nancy	853
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	854
Service aménagement durable, urbanisme, risques	854
Commune de Avil - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/028 du 24 juillet 2009 concernant l'ouverture à l'urbanisation	854
Commune de Saint-Ail - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/029 du 24 juillet 2009 concernant l'ouverture à l'urbanisation	854
Service agriculture, forêt, chasse	854
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/372 du 5 août 2009 fixant les maxima et minima du loyer des bâtiments d'habitation dans un bail rural	854
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/424 du 24 juillet 2009 de labellisation de l'organisme de formation retenu pour la réalisation des stages collectifs obligatoires dans le cadre du Plan de Professionnalisation Personnalisé du département de Meurthe-et-Moselle	855
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/432 du 6 août 2009 fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2009 dans le département	856

Service de l'environnement-eau-biodiversité.....	856
Extrait de l'arrêté du 15 juillet 2009 modifiant l'arrêté déclarant d'intérêt général les travaux d'aménagement du Ruisseau du Méné à Bainville-aux-Miroirs.....	856
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/EEB n° 001 du 22 juillet 2009 définissant le 4 ^{ème} programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.....	857
Extrait de l'arrêté n° 54-2009-00073 du 3 août 2009 portant à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la création et l'exploitation d'une pisciculture d'eau douce lieu dit "Le Dorlon" à Longuyon - Commune de Longuyon.....	859
Service transports, sécurité.....	860
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/TS/015 du 3 août 2009 portant déclassement d'un terrain dépendant du domaine public ferroviaire, situé sur la commune de Puxieux.....	860
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/TS/016 du 3 août 2009 portant déclassement d'un terrain dépendant du domaine public ferroviaire, situé sur la commune de Baccarat.....	860
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	861
Service santé et protection animales et environnement.....	861
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.091 du 28 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Flavien BAI, vétérinaire à Lay-Saint-Christophe.....	861
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.092 du 30 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Sébastien JACQUINET, vétérinaire à Lunéville.....	861
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.093 du 30 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Virginie RENARD, vétérinaire à Longwy.....	861
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.094 du 30 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Stéphanie TASIAUX, vétérinaire à Audun-le-Tiche.....	862
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.099 du 31 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Bénédicte HARTMAN-MERCENIER, vétérinaire à Dieuze.....	862
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.100 du 31 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Magdalena HENDZLIK, vétérinaire à Baccarat.....	862
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.102 du 7 août 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Arnaud PTAK, vétérinaire à Nancy.....	862
SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	863
Arrêté du 11 août 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative à l'administration générale.....	863
Arrêté du 11 août 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie.....	863
Arrêté du 11 août 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique.....	864
AUTRES SERVICES	864
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	864
Extrait de la décision n° 09-08 du 18 juin 2009 relative à la réalisation d'une enquête de satisfaction auprès des adhérents et du personnel de la Mutualité Sociale Agricole afin d'engager les mesures nécessaires à l'amélioration du service rendu	864
Décision n° 09-10 du 24 juillet 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant le Revenu de Solidarité Active (RSA)	865
AVIS ET COMMUNICATIONS	865
AUTRES SERVICES	865
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	865
Décision d'ouverture d'un concours sur titres externe pour le recrutement d'un Cadre de Santé du 1 ^{er} juillet 2009.....	865
Décision d'ouverture d'un concours sur titres interne pour le recrutement de quatre Cadres de Santé du 1 ^{er} juillet 2009.....	866

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-363 en date du 29 juillet 2009 relatif à la délimitation du périmètre d'intervention de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA) en tant qu'établissement public territorial de bassin (EPTB)

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet coordonnateur de bassin Rhin-Meuse,
Préfet de la Moselle,

Considérant que l'Etablissement Public d'Aménagement de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA) constitue un syndicat mixte qui fonctionne conformément aux articles L 5721-1 à L 5721-9 du code général des collectivités territoriales et répond en ce sens à l'article L 213-12 du code de l'environnement,

Considérant que ses statuts concourent à l'objectif de « prévention des inondations et de gestion équilibrée de la ressource en eau » mentionné à l'article L 213-12 du code de l'environnement,

Considérant que les Conseils régionaux de Champagne-Ardenne et de Lorraine et les Conseils Généraux des Ardennes, de la Meuse, des Vosges et de la Haute Marne, sont adhérents à l'EPAMA,

Considérant que par suite et en application de l'article 3 de l'arrêté du 7 février 2005 relatif à la délimitation du périmètre d'intervention de l'établissement public de bassin, la consultation prévue à l'article R 213-49 du code de l'environnement s'est limitée au Conseil Général de Meurthe et Moselle et à la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin Ferrifère,

Considérant que le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle et la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Ferrifère ont été saisis pour avis le 4 septembre 2008,

Considérant que le périmètre proposé constitue un bassin hydrographique cohérent,

ARRETE

Article 1^{er} : Délimitation du périmètre de l'Etablissement Public Territorial de Bassin

Le périmètre d'intervention de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA) en tant qu'Etablissement Public Territorial de Bassin est constitué par le bassin hydrographique de la Meuse, dans les communes dont la liste est annexée au présent arrêté.

Article 2 : Exécution et diffusion

Les secrétaires généraux pour les affaires régionales des régions Champagne-Ardenne et Lorraine, les préfets des départements des Ardennes, de la Meuse, de la Meurthe et Moselle, des Vosges, et de la Haute Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures des régions et de départements concernés.

Metz, le 29 juillet 2009

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse,
Bernard NIQUET

La liste des communes annexée au présent arrêté est consultable à la préfecture de la Région Lorraine (secrétariat général pour les affaires régionales) ainsi qu'à la préfecture de Meurthe-et-Moselle (direction du développement durable et des politiques interministérielles - bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement).

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-365 en date du 29 juillet 2009 modifiant l'arrêté SGAR n° 2006-624 du 22 décembre 2006 relatif aux programmes de surveillance des eaux des districts Rhin et Meuse établis en application de l'article L. 212-2-2 du code de l'environnement

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet coordonnateur de bassin Rhin-Meuse,
Préfet de la Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 6 de l'arrêté SGAR n°2006-624 du 22 décembre 2006 est abrogé et remplacé par :

« Article 6 : Le programme de contrôle opérationnel des masses d'eau de surface risquant de ne pas atteindre les objectifs mentionnés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement est décrit dans l'annexe V au présent arrêté. Il est établi afin d'évaluer l'efficacité des actions définies dans les programmes de mesures Rhin et Meuse prévus à l'article L. 212-2-1 du code de l'environnement. »

Article 2 : L'annexe V de l'arrêté SGAR n°2006-624 du 22 décembre 2006 susvisé est abrogée et remplacée par l'annexe V jointe au présent arrêté.

Article 3 : L'article 7 de l'arrêté SGAR n°2006-624 du 22 décembre 2006 est abrogé et remplacé par :

« Article 7 : Le programme de contrôle opérationnel des masses d'eau de surface risquant de ne pas atteindre les objectifs mentionnés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement est décrit dans l'annexe VI au présent arrêté. Il est établi afin d'évaluer l'efficacité des actions définies dans les programmes de mesures Rhin et Meuse prévus à l'article L. 212-2-1 du code de l'environnement. »

Article 4 : L'annexe VI de l'arrêté SGAR n°2006-624 du 22 décembre 2006 susvisé est abrogée et remplacée par l'annexe VI jointe au présent arrêté.

Article 5 : Le directeur régional de l'environnement de Lorraine, délégué de bassin Rhin-Meuse, le directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, les préfets de région et les préfets de département du bassin Rhin-Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de chacune des préfectures de région et de département du bassin Rhin-Meuse.

Metz, le 29 juillet 2009

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse,
Bernard NIQUET

Les annexes V et VI jointes au présent arrêté sont consultables à la préfecture de la Région Lorraine (secrétariat général pour les affaires régionales) ainsi qu'à la préfecture de Meurthe-et-Moselle (direction du développement durable et des politiques interministérielles - bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement).

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES
Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 10 août 2009 portant abrogation de l'arrêté du 21 avril 2009 relatif à l'homologation du circuit de Chenevières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté ministériel du 17 juillet 2009 portant homologation du circuit de vitesse de CHENEVIÈRES, publié au Journal Officiel du 29 juillet 2009,

Vu l'arrêté préfectoral n° 37/2009 du 21 avril 2009 portant homologation d'un circuit situé sur le pôle des sports mécaniques de CHENEVIÈRES ;

Considérant que l'arrêté ministériel et l'arrêté préfectoral sus-visés concernent le même circuit, à l'exception, s'agissant de l'arrêté préfectoral, d'un aménagement, qui par sa structure, est un aménagement provisoire limitant les évolutions à moins de 200 km / heure ;

Considérant que le circuit agréé par l'arrêté ministériel, permet des évolutions supérieures à 200 km / heure et qu'il y a lieu, par conséquent, de supprimer l'aménagement provisoire empêchant d'atteindre cette vitesse ;

Considérant par ailleurs que l'arrêté ministériel sus-visé n'autorise pas les compétitions sur ce circuit ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral n° 37/2009 du 21 avril 2009 portant homologation du circuit de Chenevières est abrogé.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, monsieur le sous-préfet de LUNEVILLE, madame le maire de CHENEVIÈRES et monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Alexandre MICHEL, directeur général des sociétés « TRANSALLIANCE » et « PASSEPORT- PREVENTION »

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ;
- Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- Monsieur le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports ;
- Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales.

Nancy, le 10 août 2009

Pour le préfet absent et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 12 août 2009 relatif à la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Il est institué pour la ville de BACCARAT un groupe de travail, présidé par le maire de la commune ou son adjoint, et ainsi composé :

1 – MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE

a) Représentants des services de l'Etat :

- M. le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'environnement, ou son représentant,
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, ou son représentant,
- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux – Commune de BACCARAT :

- Mme Jocelyne CAREL,
- M. David BEGNE,NE,
- Mme Lorène LICHY.

2 – MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE

Représentants des entreprises de publicité :

- M. le directeur de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT BP 123 54184 HEILLECOURT cedex ou son représentant,
- M. le directeur de la société CBS OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet, 92130 ISSY LES MOULINEAUX ou son représentant,
- M. Laurent THIVEL de la société PUBLIMAT, 32 rue d'Essey-les-Nancy BP 105 -54133 SAINT MAX cedex ou son représentant M. Jean-Marc PARIS,
- M. Anthony ROHMER de la société CAP, zone de l'hermitage BP 46 – 88131 CHARMES CEDEX,
- M. ADHUMEAU de la société CDP MOBILIER URBAIN, 2 rue artisanale BP 56 – 67318 WASSELONNE CEDEX ou son représentant.

Article 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

Article 3^o : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de BACCARAT sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes citées à l'article 1^{er} et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 12 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté d'approbation du 17 juillet 2009 du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Puxe

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

ARRETE

Article 1^{er} : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Puxe tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie de Puxe pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Puxe, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 17 juillet 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 3 août 2009 prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune d'Essey-lès-Nancy, caserne Kléber

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que la nappe des Grès du Trias inférieur est exploitée comme gîte géothermique à partir du forage de 680 mètres de profondeur sans avoir fait l'objet d'une demande d'autorisation de permis d'exploitation, conformément aux dispositions du décret n° 78-498 modifié du 28 mars 1978 susvisé ;

Considérant le constat effectué le 30 juin 2009 par les services de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

Considérant que le gîte géothermique est exploité sans avoir fait l'objet de la délivrance d'un permis d'exploitation de gîte géothermique à basse température ;

ARRETE

Article 1^{er} : La direction de l'établissement d'infrastructure de la défense de Nancy, 80, rue du sergent Blandan à Nancy, est mise en demeure d'adresser au préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de six (6) mois, compté à partir de la notification du présent arrêté, la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers portant sur l'exploitation du gîte géothermique à basse température constituée par un forage de 680 mètres de profondeur dans la nappe des Grès du Trias inférieur, sis caserne Kléber à Essey-lès-Nancy, conformément aux dispositions des articles 43 et suivants du décret n° 2006-649 modifié du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains.

Article 2 : A défaut d'un début de réalisation des mesures prescrites à l'article 1^{er} du présent arrêté dans le délai imparti, celles-ci pourront, conformément aux dispositions de l'article 91 du code minier, être exécutées d'office par l'administration, aux frais de l'exploitant.

La consignation entre les mains d'un comptable public des sommes nécessaires à leur réalisation pourra être exigée ; ces sommes seront recouvrées comme en matière de créance étrangère à l'impôt et au domaine.

Article 3 : Le présent arrêté, dans le délai de deux (2) mois, compté à partir de la date de sa notification, pourra faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant le ministre chargé des mines ;
- contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lieutenant colonel, directeur de l'établissement d'infrastructure de la défense de Nancy, bureau conduite des réalisations, section prestations intellectuelles, 80, rue du sergent Blandan, BP 50226 – 54004 Nancy Cedex et transmis à titre d'information à :

- Monsieur le maire de la commune d'Essey-lès-Nancy ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement ;
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ;
- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
- Monsieur le directeur régional des affaires culturelles ;
- Monsieur le général, commandant la région militaire de défense nord-est.

Nancy, le 3 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 5 août 2009 autorisant la capture ou l'enlèvement de spécimens d'espèces animales protégées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Sont autorisés à capturer temporairement et relâcher sur place tous les spécimens de triton crêté (*Triturus cristatus*), triton palmé (*Lissotriton helveticus*), triton alpestre (*Mesotriton alpestris*) et de triton ponctué (*Lissotriton vulgaris*) :

- M. Damien AUMAITRE : animateur de la commission Reptile/Amphibien du Conservatoire des Sites Lorrains,
- M. David STORMS : responsable du projet INTERREG à l'association belge NATAGORA,
- Mme Virginie SCHMITT : chargée de projet INTERREG pour la Lorraine française au Conservatoire des Sites Lorrains,
- M. Stéphane BOCCA : chargé de projet pour la Lorraine belge.

Article 2 : Cette autorisation est valable sur les communes de Affleville, Allondrelle-la-Malmaison, Avillers, Baslieux, Bazailles, Beuveville, Boismont, Brehain-la-Ville, Charency-Vezin, Chenières, Colmey, Cons-la-Grandville, Cosnes-et-Romain, Cutry, Domprix, Doncourt-lès-Longuyon, Epiez-sur-Chiers, Errouville, Fillières, Fresnois-la-Montagne, Gondrecourt-Aix, Gorcy, Grand-Failly, Haucourt-Moulaine, Herserange, Hussigny-Godbrange, Joppecourt, Joudreville, Laix, Landres, Lexy, Longlaville, Longuyon, Longwy, Mercy-le-Bas, Mercy-le-Haut, Mexy,

Montigny-sur-Chiers, Mont-Saint-Martin, Morfontaine, Murville, Norroy-le-Sec, Othe, Petit-Failly, Piennes, Pierrepont, Preutin-Higny, Rehon, Saint-Jean-lès-Longuyon, Saint-Pancré, Saint-Supplet, Saulnes, Serrouville, Tellancourt, Tiercelet, Ugny, Ville-au-Montois, Ville-Houdlemont, Villers-la-Chèvre, Villers-la-Montagne, Villers-le-Rond, Villette, Viviers-sur-Chiers, Xivry-Circourt.

Article 3 : Cette opération aura uniquement comme but, dans le cadre du projet INTERREG IVa « Conservation des éléments remarquables du patrimoine naturel du bassin de la Chiers, en Lorraine belge et française », l'inventaire de population.

Article 4 : Les animaux capturés à l'aide de nasse à tritons seront relâchés sur place.

Article 5 : La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2011.

Article 6 : M. Damien AUMAITRE transmettra un rapport de ces activités à la direction régionale de l'environnement Lorraine.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation auprès du Tribunal Administratif de NANCY, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur : M. Damien AUMAITRE; publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera par ailleurs adressée aux :

- Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, direction de l'eau et de la biodiversité,
- Sous-préfet de Briey,
- Directeur régional de l'environnement,
- Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- Directeur du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- Chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,
- Directeur territorial de l'office national des forêts,
- Directeur départemental de la sécurité publique,
- Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 7 août 2009 de création du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Meuse

Considérant que l'absence de délibération de la communauté de communes du pays de Longuyon et de la commune de Villers-la-Montagne dans le délai de 3 mois vaut avis favorable à leur adhésion au syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan ;

Vu l'avis du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 22 avril 2009 ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement est atteinte ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse,

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Est autorisée la création du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan entre les collectivités suivantes :

- Communauté de communes du pays audunois
- Communauté de communes du pays de Briey
- Communauté de communes des deux Rivières
- Communauté de communes du Jarnisy
- Communauté de communes de l'EPCI du Bassin de Landres
- Communauté de communes du pays de Longuyon
- Communauté de communes de l'agglomération de Longwy
- Communauté de communes du Mad à l'Yron
- Communauté de communes du pays de l'Orne
- Commune de Batilly
- Commune de Fillières
- Commune de Saint-Ail
- Commune de Tiercelet
- Commune de Villers-la-Montagne

Article 2 : Objet du syndicat mixte :

Le syndicat mixte a pour objet les compétences énumérées à l'article L122-1 du code de l'urbanisme, et notamment :

- l'élaboration, la validation, le suivi de l'exécution, l'évaluation ainsi que la révision du SCOT nord Meurthe-et-Mosellan,
- l'organisation des modalités de concertation du SCOT,
- la vérification de la concordance des différents documents d'urbanisme mis en œuvre à l'intérieur de son périmètre. Il se prononce sur l'ouverture à l'urbanisation des zones d'urbanisation future jusqu'à l'approbation du SCOT,
- l'élaboration de schémas de secteur territoriaux et/ou thématiques et leur mise en cohérence.

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences, le syndicat mixte pourra ainsi :

- réaliser et faire réaliser toutes études ou travaux nécessaires à l'exercice de ses compétences,
- établir toute demande de subventions ou participations aux frais engagés pour sa mission,
- associer à tous travaux l'Etat, la Région, le Département, les Pays, les chambres consulaires et tout autre organisme ou personne pouvant avoir compétence en matière d'aménagement de l'espace ou être intéressés à l'élaboration, à la révision et au suivi du SCOT,
- participer à l'élaboration d'une démarche « inter-SCOT » avec les SCOT limitrophes, facilitant la mise en œuvre d'une coordination entre des SCOT situés dans un espace géographique où les interdépendances sont fortes.
- recueillir l'avis de tout organisme ou personne ressource ayant compétence en matière d'habitat, d'urbanisme, de déplacement, d'aménagement ou d'environnement.

Le syndicat mixte est également compétent pour agir et défendre par et sur tous recours et actions gracieux et contentieux ayant trait aux documents dont il a la responsabilité.

Article 3 : Un exemplaire des statuts restera annexé au présent arrêté.

Article 4 : Le nombre de délégués titulaires représentant chaque collectivité adhérente du syndicat est fixé à un par collectivité ou groupements de communes, auquel s'ajoute un délégué supplémentaire par tranche entière de 2 800 habitants.

La population à prendre en compte est la population totale avec doubles comptes.

Chaque collectivité désignera des délégués suppléants en nombre égal aux délégués titulaires.

Article 5 : Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Article 6 : Le siège du syndicat est fixé à Audun-le-Roman (54560) dans les locaux de la communauté de communes du pays audunois.

Article 7 : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier d'Audun-le-Roman.

Article 8 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey et Verdun et les trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des présidents et des maires des collectivités concernées et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 7 août 2009

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Pour le préfet de la Meuse et par délégation,
Le secrétaire général,
Laurent BUCHAILLAT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS DE METZ

Arrêté du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature pour les décisions relatives à la carte européenne de stationnement pour les personnes handicapées

Le directeur interrégional,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- l'arrêté ministériel en date du 16 février 1988 nommant M. Alain MARCHANDEAU, directeur interdépartemental des anciens combattants de METZ,
- l'arrêté préfectoral n° 09/BMSSE/105 en date du 27 juillet 2009 portant délégation de signature à M. le directeur interrégional des anciens combattants de METZ ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1^{er} - En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.105 en date du 27 juillet 2009 portant délégation de signature à M. Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de Metz, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Claude PERRY, attaché principal, directeur interrégional adjoint,
- Mme Nicole MARCHANDEAU, attachée, directrice interrégionale adjointe,
- Mme Nathalie BOISELET, attachée, directrice interrégionale adjointe.

Article 2 - Le présent arrêté est exécutoire à compter du 27 juillet 2009. Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe & Moselle et le directeur interrégional des anciens combattants de METZ, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général de région.

Metz, le 27 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur interrégional,
Alain MARCHANDEAU

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE STRASBOURG

Centre de détention de Toul - Décision du 14 août 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (officiers et 1^{ers} surveillants)

Le directeur du centre de détention de Toul,

Vu le décret n° 2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1,

DECIDE

Article 1^{er} : Délégation permanente est donnée à Monsieur Eric MARKO, Lieutenant assurant les fonctions de chef de détention, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les officiers suivants :

- M. ANSTETT Guy, commandant
- M. PETITJEAN Didier, capitaine
- M. BIZET Aymeric, lieutenant
- M. ROBET Philippe, capitaine
- M. CHRISTOPH Claude, lieutenant

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement et d'application suivants :

- M. MULLER Patrick, 1^{er} surveillant
- M. BERNARD Fabrice, 1^{er} surveillant
- M. DEMANGE Damien, 1^{er} surveillant
- M. GRELOT Eric, 1^{er} surveillant
- M. POIRSON Gérard, 1^{er} surveillant
- M. ZEHREN Christophe, 1^{er} surveillant
- M. ROBERT Pascal, major
- M. CARBONI Jean-Raymond, 1^{er} surveillant
- M. FLORENTIN Laurent, 1^{er} surveillant
- M. SIMONIN Thierry, 1^{er} surveillant
- M. KENTZINGER Franck, 1^{er} surveillant

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Toul, le 14 août 2009

Pour le directeur,
Le directeur adjoint par intérim,
Olivier PIPINO

Centre de détention de Toul - Décision du 14 août 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles (tableau des officiers)

Le directeur du centre de détention de Toul

donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour des décisions administratives individuelles ci-dessous :

Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Code procédure pénale	Chef de détention	Officiers	Majors et Premiers surveillants
Répartition des détenus	Art D 91	X	X	X
Engagement de poursuites disciplinaires	Art D 250-1	X		
Autorisation d'accès à l'établissement	Art R57-8-1 D 277	X		
Décision des fouilles des détenus	Art D 275	X	X	X
Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'un détenu	Art D 283-3	X	X	X
Placement à titre préventif en cellule disciplinaire	Art R 57-9-10 D 250-3	X	X	X
Placement provisoire à l'isolement	R 57-9-10	X		
Présidence de la commission de discipline et pouvoir de prononcer une sanction disciplinaire en commission de discipline ainsi que de prononcer un sursis en cours d'exécution de la sanction	Art D 250 D 251-6	X		
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets appartenant au détenu qui ne peuvent être transférés en raison de leur volume ou de leur poids	Art D 340	X		
Délivrance des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un avocat, un auxiliaire de justice ou un officier ministériel (octroi et retrait)	Art D 403 D 401 D 411	X		
Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation	Art D 405	X		
Autorisation pour un détenu de recevoir des colis de linge et de livres brochés	Art D 423	X		
Désignation des détenus autorisés à participer à des activités	Art D 446	X		
Autorisation pour un détenu de participer à des activités culturelles ou socio-culturelles ou à des jeux excluant toute idée de gain	Art D 448	X		
Interdiction à un détenu de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité.	Art D 459-3	X		
Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, correspondance ou objet en détention	Art D 274	X		

Toul, le 14 août 2009

Pour le directeur,
Le directeur adjoint par intérim,
Olivier PIPINO

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE**Extrait de la délibération n° 78/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

De lever la prescription relative au versement à tort de la contribution solidarité pour les années 2002 à 2004 par deux agents contractuels employés à l'A.R.H. de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 juillet 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 79/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n°10 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la polyclinique Majorelle à Nancy, relatif à la mise en œuvre d'une procédure de surveillance des infections de son site opératoire.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 juillet 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 80/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n°4 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec ALPHA SANTE relatif à la mise en œuvre d'une procédure de surveillance des infections du site opératoire de Mont-Saint-Martin et de renforcement des équipes et des actions en matière d'hygiène.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Nancy, le 15 juillet 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 81/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 6 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier de SARREBOURG, relatif à la mise en œuvre d'une procédure de surveillance des infections de son site opératoire avec l'appui du CCLIN et surtout l'implication des chirurgiens.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle. Nancy, le 15 juillet 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 82/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n°4 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la clinique Saint-Nabor de SAINT-AVOLD, relatif à la mise en œuvre d'une procédure de surveillance des infections de son site opératoire avec l'appui du CCLIN et surtout l'implication des chirurgiens de la clinique.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle. Nancy, le 15 juillet 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 83/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n°12 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier d'Epinal, relatif à la mise en œuvre d'une procédure de surveillance des infections de son site opératoire avec l'appui du CCLIN et surtout l'implication des chirurgiens.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département des Vosges. Nancy, le 15 juillet 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 84/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

Le programme de travail 2009 de l'unité de coordination régionale, ci-annexé, est adopté. Nancy, le 15 juillet 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 85/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

D'approuver le rapport d'activité de l'année 2008 de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine présenté par le directeur de l'agence.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, et de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 juillet 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 86/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 2 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'association des hôpitaux privés de Metz relatif au financement du programme d'investissement.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle. Nancy, le 15 juillet 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 87/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant le projet d'établissement du C.H. de VERDUN approuvé en date du 16 octobre 2007

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et le centre hospitalier de Verdun en date du 31 mars 2007

Considérant l'avis favorable de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 15 juillet 2009 concernant la création d'une filière de soins gériatriques formulée par le centre hospitalier de Verdun

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 13 relatif à la création d'une filière de soins gériatriques composée de :

- Une unité de 20 lits de court séjour gériatrique par redéploiement de 20 lits de médecine
- Un hôpital de jour gériatrique de 2 places prévues à l'ouverture dont le nombre sera porté à 4 places dans les locaux existants si l'évolution de l'activité le justifie
- Une équipe mobile gériatrique

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Meuse.
Nancy, le 15 juillet 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Offre de soins hospitaliers**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 31/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 876 851 € soit :

- 1) 2 866 051 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 585 741 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 23 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 8 408 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 269 919 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 960 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 1 000 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 9 800 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 32/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 382 989 € soit :

- 1 382 989 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 177 572 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 21 762 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 420 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 180 513 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 722 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 33/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 628 711 € soit :

- 1) 1 579 805 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 445 931 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
23 911 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
2 824 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
106 238 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
901 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 45 267 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
3) 3 639 € au titre des produits et prestations ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 34/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 585 556 € soit :

585 556 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

553 346 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

5 817 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

511 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

25 882 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 35/2009 du 31 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 166 765 € soit :

166 765 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

165 627 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 138 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 36/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 36 782 € soit :

36 782 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

36 782 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 37/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 767 965 € soit :

- 1) 2 685 873 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 412 941 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
4 279 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
266 100 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 553 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 61 971 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 20 121 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 38/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 613 126 € soit :

- 1) 2 566 037 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 331 323 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
35 137 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
21 233 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
4 977 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
172 221 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
1 146 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 37 691 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 9 398 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement AH BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 39/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 262 297 € soit :

- 262 297 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
180 825 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
81 395 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
77 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 40/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 14 407 097 € soit :

- 1) 12 769 103 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

12 729 686 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
11 056 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
5 306 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
23 055 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
2) 1 284 525 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
3) 353 469 € au titre des produits et prestations ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 41/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 870 139 € soit :

1) 2 348 119 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 156 630 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
187 059 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
4 430 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 495 419 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
3) 26 601 € au titre des produits et prestations ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 42/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 76 812 € soit :

76 812 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
76 812 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 43/2009 du 23 mars 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 091 510 € soit :

1) 1 936 966 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 790 585 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
146 045 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
336 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
3) 154 544 € au titre des produits et prestations ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 23 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 45/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 10 328 399 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

470 550 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 46/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 143 862 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 330 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 47/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de Baccarat est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 51 535 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 48/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 932 888 €.

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 330 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 49/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 105 404 €.

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 280 413 €.

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 50/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 658 219 €.

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 159 272 €.

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 51/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 8 201 520 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 279 240 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 636 780 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 52/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 896 847 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 544 080 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 330 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

28 420 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 53/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joeuf pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière de JOEUF est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 622 097 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 365 460 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 54/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 13 855 575 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 55/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 11 867 840 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 98 869 324 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 864 690 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

656 430 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 268 850 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 56/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 617 541 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 57/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de Nancy est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 74 979 436 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 58/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 716 301 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 59/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CMS de Faulx pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du CMS de Faulx est fixé pour l'année 200, à l'article 2 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 899 419 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 60/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 607 443 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 61/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques PARISOT de Bainville sur Madon est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 15 821 227 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 62/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 718 575 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 63/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière SAINT-ELOI de Neuves-Maisons est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 975 026 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 64/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE de Flavigny pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du COCEE de Flavigny est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 6 960 635 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 65/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 575 158 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 66/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Régional de Réadaptation est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 37 918 384 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 67/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTÉ est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 799 894 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 68/2009 du 16 avril 2009 annulant et remplaçant l'arrêté ARH-DDASS 54 n° 52/2009 du 6 avril 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 896 847 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 544 080 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

376 443 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

9 474 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 16 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 69/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 4488

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 128 192 €

Article 2 - Pour l'année 2009, sont appliqués pour la facturation des soins des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers suivants:

GIR 1 et 2 : 54,99 €

GIR 3 et 4 : 45,74 €

GIR 5 et 6 : 36,50 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 70/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6459

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.) 3 267 618 €

Article 2 - Pour l'année 2009, sont appliqués pour la facturation des soins des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers suivants:

GIR 1 et 2 : 57,22 €

GIR 3 et 4 : 46,11 €

GIR 5 et 6 : 35,01 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 71/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6665

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 204 681 €

Article 2 - Pour l'année 2009, sont appliqués pour la facturation des soins des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers suivants:

GIR 1 et 2 : 95,91 €

GIR 3 et 4 : 80,66 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTÉ sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 72/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6780

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)900 373 €

Article 2 - Pour l'année 2009, est appliqué pour la facturation des soins des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier suivant:

GIR 1 : 89,32 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 73/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8364

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 114 606 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 74/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8737

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)882 054 €

Article 2 - Pour l'année 2009, sont appliqués pour la facturation des soins des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers suivants:

GIR 1 et 2 : 90,39 €

GIR 3 et 4 : 78,13 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 75/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9503

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)593 281 €

Article 2 - Pour l'année 2009, sont appliqués pour la facturation des soins des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers suivants:

GIR 1 et 2 : 57,57 €

GIR 3 et 4 : 47,01 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 76/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9578

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 901 568 €

Article 2 - Pour l'année 2009, sont appliqués pour la facturation des soins des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers suivants:

GIR 1 et 2 : 96,32 €

GIR 3 et 4 : 81,80 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 77/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9586

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 651 850 €

Article 2 - Pour l'année 2009, sont appliqués pour la facturation des soins des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers suivants:

GIR 1 et 2 : 81,30 €

GIR 3 et 4 : 67,67 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Jacques Parisot à Bainville sur Madon sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 78/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey - Lay-Saint-Christophe pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 0782

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)745 346 €

Article 2 - Pour l'année 2009, sont appliqués pour la facturation des soins des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers suivants:

GIR 1 et 2 : 65,77 €

GIR 3 et 4 : 56,60 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey - Lay-Saint-Christophe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 79/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 2747

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.) 1 263 274 €

Article 2 - Pour l'année 2009, sont appliqués pour la facturation des soins des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers suivants:

GIR 1 et 2 : 82,74 €

GIR 3 et 4 : 69,72 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière de BACCARAT sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 80/2009 du 21 avril 2009 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière de Joeuf pour l'exercice 2009 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 3158

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2009 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.) 153 408 €

Article 2 - Pour l'année 2009, sont appliqués pour la facturation des soins des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier suivant:

GIR 1 et 2 : 53,34 €

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de JOEUF sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice principale,
Stéphanie GEYER

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-052 en date du 6 août 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de fauchage sur la RN 52 et A 30

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR) et SENS	RN-52 : 14+200 à 00+000 : Sens Belgique ==> Metz A-30 : 27+000 à 21+000 : Sens Belgique ==> Metz	
SECTION	Section courante	
NATURE DES TRAVAUX	Fauchage de l'accotement (Passe de confort)	
PERIODE GLOBALE	Le vendredi 07 août 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la voie de droite	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
	7 août 2009	RN-52 : 14+200 à 00+000 : Sens Belgique ==> Metz A-30 : 27+000 à 21+000 : Sens Belgique ==> Metz	Neutralisation de la voie de droite Schémas CF113b du Volume 2	Néant

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR.

Moulins lès Metz, le 6 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service solidarité - autonomie

Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA/N° 819 - DISAS/POLE PA/PH N° 303 du 4 août 2009 autorisant l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » à créer un foyer d'accueil médicalisé de 30 places

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général
de Meurthe-et-Moselle

Considérant l'adéquation du projet avec les orientations du schéma en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

Considérant que le coût de fonctionnement de la partie soins en année pleine, est compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles au titre de l'exercice 2010 notifiée en 2009 ;

Considérant que le coût de fonctionnement – hébergement – de ce projet est compatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales à prévoir par l'Assemblée Départementale ;

ARRE T E N T

Article 1^{er} : L'autorisation, visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, et sollicitée par l'association en vue de créer un Foyer d'Accueil Médicalisé pour personnes adultes lourdement handicapées et issues de la grande marginalité à Nancy, est accordée par anticipation à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 : La capacité autorisée est de 30 places réparties comme suit :

28 places d'accueil permanent

2 places d'accueil temporaire

Le foyer d'accueil médicalisé sera situé sur le site Pierre Vivier, 156 Bd d'Austrasie - 54000 Nancy.

L'ouverture du foyer pourra prendre effet à compter du 1^{er} janvier 2011.

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de cet établissement doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1^{er} est subordonnée à la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 6 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 7: Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au Président de l'ARS - 6 bd d'Austrasie - 54000 Nancy.

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Le président du conseil général,
Michel DINET

Extrait de l'arrêté n° 832 du 4 août 2009 autorisant l'Institution St-Camille à étendre de 13 à 26 places la capacité du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) de Maxéville et de créer une antenne à Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant l'adéquation du projet avec les orientations du schéma départemental en direction des enfants et des adolescents handicapés 2007-2011 ;

Considérant que le coût de fonctionnement en année pleine, est compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles au titre de l'exercice 2009 ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'autorisation, visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, et sollicitée par l'association en vue d'étendre la capacité de 13 places du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) de Maxéville, dont 8 places destinées à créer une antenne à Pont à Mousson, est accordée.

Article 2 : La capacité du service est de 26 places réparties comme suit :

19 places pour enfants atteints de troubles du comportement et de la conduite dont 6 consacrées au site de Pont à Mousson et 13 pour le site de Maxéville

7 places pour enfants atteints de déficiences intellectuelles dont 2 consacrées au site de Pont à Mousson et 5 pour le site de Maxéville

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de cet établissement doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1^{er} est subordonnée à la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy, 5 place carrière –54 036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6: Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au Président de l'Institution St Camille 12 poste de Velaine – 54 840 VELAINE EN HAYE

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 884 du 4 août 2009 autorisant l'association « SSIAD ADMR » de Baccarat à étendre de 5 places pour personnes handicapées la capacité du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) des 4 cantons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant l'adéquation du projet avec les orientations du schéma en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

Considérant que le coût de fonctionnement en année pleine, est compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles au titre de l'exercice 2009 ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'autorisation, visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, et sollicitée par l'association en vue de créer 5 places à destination de personnes handicapées au SSIAD des 4 cantons, est accordée.

Article 2 : La capacité globale du service de soins infirmiers à domicile est fixée à 47 places dont 42 places pour personnes âgées et 5 pour personnes adultes handicapées.

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de ce service doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1^{er} est subordonnée à la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy, 5 place carrière –54 036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6: Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au Président de l'association SSIAD ADMR de BACCARAT 11 bis rue des Moulins 54 120 BACCARAT

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 885 du 4 août 2009 autorisant l'association « SSIAD du Val de Lorraine » à étendre de 3 places la capacité du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) du Val de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant l'adéquation du projet avec les orientations du schéma en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

Considérant que le coût de fonctionnement en année pleine, est compatible avec le montant de la dotation mentionnée à l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles au titre de l'exercice 2009 ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'autorisation, visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, et sollicitée par l'association en vue d'étendre la capacité de 3 places à destination de personnes handicapées du SSIAD du Val de Lorraine, est accordée.

Article 2 : La capacité globale du service de soins infirmiers à domicile est fixée à 51 places dont 45 places pour personnes âgées et 6 pour personnes adultes handicapées.

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de ce service doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1^{er} est subordonnée à la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy, 5 place carrière –54 036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6: Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au Président 36 bis avenue Général Leclerc 54 700 PONT A MOUSSON

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 886 du 4 août 2009 modifiant la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le secteur gérontologique Terres de Lorraine et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- que le coût de fonctionnement en année pleine de la modification de capacité sollicitée est compatible avec la dotation départementale de crédits d'assurance maladie affectée aux établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du 1^{er} août 2009, la capacité du service de soins infirmiers à domicile de la maison de retraite Saint Charles de Vézelize est fixée à 30 places pour personnes âgées.

Article 2 : A compter du 1^{er} août 2009, la place réservée pour personnes handicapées est supprimée.

Article 3 : La zone d'intervention géographique du service de soins infirmiers à domicile de Vézelize est inchangée

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Ce service est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : N° FINESS : 54 000 115 3

Code statut juridique : 21 « établissement social communal »

Entité établissement : N° FINESS : 54 000 728 3

Code catégorie : 354 « SSIAD »

Capacité : 30

Code discipline : 358 « soins infirmiers à domicile »

Capacité : 30

Code activité / fonctionnement : 16 « prestation en milieu ordinaire »

Capacité : 30

Code clientèle : 700 « personnes âgées »

Capacité : 30

Code MFT : 05 « préfet département médico-social »

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy, 5 place carrière - 54036 Nancy Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au service de soins infirmiers à domicile de Vézelize.

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 887 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison Hospitalière de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière de BACCARAT :

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

N° FINESS (ET) 54 000 9966

Dotation globale de financement « soins » : 2 348 145,39 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 65,78 €

pour les GIR 3 et 4 : 59,30 €

pour les GIR 5 et 6 : 51,83 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière de Baccarat.

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 888 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre J. Parisot à Bainville-Sur-Madon géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON :

N° FINESS : EJ : 54 000 6707

Dotation globale de financement « soins » : 1 291 473,94 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 46,61 €

pour les GIR 3 et 4 : 35,39 €

pour les GIR 5 et 6 : 24,16 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON.

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 889 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « Centre d'accueil de jour Germaine Marchal » à Nancy géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « Centre d'accueil de jour Germaine Marchal à Nancy » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON :

N° FINESS : EJ : 54 000 6707

Centre Germaine Marchal - 54000 Nancy – N° FINESS (ET) 54 001 0956

Dotation globale de financement « soins » : 84 351,10 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 27,89 €

pour les GIR 3 et 4 : 24,40 €

pour les GIR 5 et 6 : 20,91 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON.

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 890 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » situé 2 rue des cinq piquets à Nancy géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON :

N° FINESS : (EJ) 54 000 6707

Service des soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, N° FINESS (ET) 54 000 3175, situé 2 rue des cinq piquets à 54000 NANCY

- Dotation globale de soins : 1 262 507,72 euros

- Prix de journée de soins : 37,06 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle à Bainville-sur-Madon, gestionnaire du service.

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 891 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze :

N° FINESS (EJ) 54 001 9007

Dotation globale de financement « soins » : 1 876 646,28 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 40,47 €

pour les GIR 3 et 4 : 32,59 €

pour les GIR 5 et 6 : 24,71 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital local intercommunal 3H Santé à Cirey-sur-Vezouze.

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 892 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre de Moyen Séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre de moyen séjour de Faulx :

N° FINESS (EJ) 54 000 026 2

Dotation globale de financement « soins » : 1 837 087,66 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 39,36 €

pour les GIR 3 et 4 : 29,84 €

pour les GIR 5 et 6 : 20,15 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre de moyen séjour de Faulx.

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 893 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre de Moyen Séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre de Moyen Séjour de FAULX :

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 324 508,53 euros

- Prix de journée de soins : 31,51 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à centre de moyen séjour de Faulx.

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 895 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association Hospitalière de Jœuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière de Jœuf :

N° FINESS (EJ) 54 000 0882

Dotation globale de financement « soins » : 781 800,69 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 47,81 €

pour les GIR 3 et 4 : /

pour les GIR 5 et 6 : /

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière de Jœuf.

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 896 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de LUNEVILLE :

N° FINESS (EJ) 54 000 0080

Dotation globale de financement « soins » : 2 877 034,48 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 44,56 €

pour les GIR 3 et 4 : 34,76 €

pour les GIR 5 et 6 : 24,97 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Lunéville.

Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 897 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et le tarif journalier de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière Saint-Charles à NANCY :

N° FINESS (EJ) 54 000 012 2

Dotation globale de financement « soins » : 1 367 978,01 euros

Tarif journalier de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 49,04 €

pour les GIR 3 et 4 : 38,12 €

pour les GIR 5 et 6 : 27,20 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière St Charles à Nancy.
Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 898 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :
Association hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Dotation globale de financement « soins » : 553 933,59 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 57,97 €

pour les GIR 3 et 4 : 53,55 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière St Eloi à Neuves-Maisons.
Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 899 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association Hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 502 753,66 €

- Prix de journée de soins : 31,42 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière St Eloi à Neuves-Maisons.
Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 921 du 4 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON :

N° FINESS (EJ) 54 000 010 6

Dotation globale de financement « soins » : 936 260,54 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 36,93 €

pour les GIR 3 et 4 : 27,86 €

pour les GIR 5 et 6 : 18,79 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Pont-à-Mousson.
Nancy, le 4 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 922 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de ST NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 011 4

Dotation globale de financement « soins » : 2 750 904,78 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 44,66 €

pour les GIR 3 et 4 : 35,88 €

pour les GIR 5 et 6 : 27,09 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.

Nancy, le 5 août 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 923 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 679 672,04 euros

- Prix de journée de soins : 41,44 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier spécialisé de Saint-Nicolas-de-Port.

Nancy, le 5 août 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 924 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 004 9

Dotation globale de financement « soins » : 1 934 932,75 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 41,38 €

pour les GIR 3 et 4 : 33,94 €

pour les GIR 5 et 6 : 26,64 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 5 août 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 925 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL : N° FINESS (EJ) 54 000 0049

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 361 443,51 euros

- Prix de journée de soins : 34,10 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 5 août 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 928 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Hopital Local Intercommunal de POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE : N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 511 178,96 euros

- Prix de journée de soins : 36,51 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe.

Nancy, le 5 août 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 929 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD d'AUDUN LE ROMAN – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH : N° FINESS (ET) : 54 000 4165

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	88 150,00	588 290,32
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	487 920,32	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 220,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	588 290,32	588 290,32
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Audun le Roman est modifiée à 588 290,32 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 37,71 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.
Nancy, le 5 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 930 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey / Homécourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :
SSIAD de BRIEY-HOMECOURT – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH : N° FINESS (ET) : 54 001 2762
sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	76 495,00	507 281,07
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	421 386,07	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 400,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	507 281,07	507 281,07
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : excédent de 0,00 €.

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Briey-Homécourt est modifiée à 507 281,07 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 36,57 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.

Nancy, le 5 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 931 du 5 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :
SSIAD 4 rue de la gare – 54170 – COLOMBEY-LES-BELLES : N° FINESS EJ : 54 000 210 2 - N° FINESS ET : 54 000 727 5
sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	64 900,50	361 938,50
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	277 598,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 440,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	361 938,50	361 938,50
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Colombey-Les-Belles est modifiée à 361 938,50 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 38,14 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au GIP « Bien vieillir en pays de Colombey et du sud-Toulois » gestionnaire du service.

Nancy, le 5 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 932 du 6 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de l'ASAPA – 7 rue Général Pouget – 54740 - HAROUÉ.

N° FINESS : 54 001 256 4

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	144 152,40	490 058,56
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	338 145,91	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 760,25	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	490 058,56	490 058,56
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué est modifiée à 490 058,56 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 37,13 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association ASAPA à Haroué, gestionnaire du service

Nancy, le 6 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 933 du 6 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du Centre de Soins Sainte-Marie à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD Centre de soins Sainte Marie – 28 rue de la Primatiale – 54000 - Nancy.

N° FINESS : 54 005 345

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 439,00	375 274,07
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	346 788,94	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 046,13	
	Déficit reporté	0,00	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	348 072,07	375 274,07
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	27 202,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Nancy rue Primatiale est modifiée à 348 072,07 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 32,64 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre de soins Sainte Marie à Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 6 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 934 du 6 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD – Centre Brancion – 54200 - ROYAUMEIX.

N° FINESS : 54 000 835 6

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	123 802,77	476 351,38
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	328 532,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 016,61	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	476 351,38	476 351,38
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Royaumeix est modifiée à 476 351,38 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 32,63 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association « Le Toullois-Nord-Familial » à Royaumeix, gestionnaire du service

Nancy, le 6 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 935 du 6 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de l'ALSAD – 2 bis rue Sainte Odile – 54600 VILLERS-LES-NANCY

N° FINESS : 54 005 329

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	52 150,92	1 325 584,35
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 134 570,15	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	138 863,28	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 325 584,35	1 325 584,35
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de l'ALSAD à Villers les Nancy est modifiée à 1 325 584,35 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 32,81 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association lorraine de soins à domicile à Villers-les-Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 6 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 936 du 6 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de Giraumont, avenue Sainte Barbe, 54780 GIRAUMONT

N° FINESS : 54 001 3661

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 388,89	310 261,20
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	268 210,11	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 483,13	
	Déficit reporté	8 179,07	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	310 261,20	310 261,20
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 8 179,07 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite de GIRAUMONT est modifiée à 310 261,20 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,87 €

GIR 3 et 4 : 20,44 €

GIR 5 et 6 : 14,01 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GIRAUMONT.

Nancy, le 6 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 938 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « HOTELIA » à Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite HOTELIA 8 rue de la Saône 54520 LAXOU

N° FINESS : 54 00 08216

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	107 097,29	927 315,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	818 996,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	500,00	
	Déficit reporté	721,28	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	927 315,00	927 315,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 721,28 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite HOTELIA de LAXOU est modifiée à 927 315,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,55 €

GIR 3 et 4 : 24,83 €

GIR 5 et 6 : 17,50 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite HOTELIA de LAXOU.

Nancy, le 7 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 940 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence d'automne » à Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence d'automne » - 1 allée de la Saulx – 54520 LAXOU.

N° FINESS : 54 001 8686

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	35 523,90	533 692,87
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	467 497,92	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 112,50	
	Déficit reporté	558,55	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	533 692,87	533 692,87
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 558,55 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU est modifiée à 533 692,87 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,15 €

GIR 3 et 4 : 18,71 €

GIR 5 et 6 : 13,27 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU.

Nancy, le 7 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 941 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carmes » à Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « La Roche aux Carmes » - 9 rue des Carmes – 54401 LONGWY CEDEX

N° FINESS ET : 54 000 8232

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	31 751,89	282 897,86
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	238 145,97	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	13 000,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	282 897,86	282 897,86
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY est modifiée à 282 897,86 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 19,77 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY.

Nancy, le 7 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 942 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Ophéliades » - 8-10 boulevard du 21^{ème} R.A. – 54000 NANCY.

N° FINESS : 54 001 3323

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 947,60	854 316,44
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	773 368,84	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 000,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	854 316,44	854 316,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY est fixée à 854 316,44 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,15 euros

GIR 3 et 4 : 24,21 euros

GIR 5 et 6 : 17,60 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY.

Nancy, le 7 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 943 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Les Cygnes » de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence Les Cygnes » - 2 rue J. Délivré – 54000 NANCY

N° FINESS ET : 54 001 4198

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 694,68	952 418,76
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	869 052,48	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 671,60	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	952 418,76	952 418,76
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Résidence Les Cygnes » de NANCY est modifiée à 952 418,76 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,84 euros

GIR 3 et 4 : 26,71 euros

GIR 5 et 6 : 19,59 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence Les Cygnes » de NANCY.

Nancy, le 7 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 944 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hôtel Club » de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Hôtel Club - 1 rue du maquis de Ranzey – 54130 SAINT-MAX.

N° FINESS : 54 000 6400

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	49 280,15	839 683,96
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	728 523,73	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	47 420,96	
	Déficit reporté	14 459,12	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	839 683,96	839 683,96
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : déficit de 14 459,12 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX est modifiée à 839 683,96 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,93 euros

GIR 3 et 4 : 22,48 euros

GIR 5 et 6 : 16,02 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX.

Nancy, le 7 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 945 du 7 août 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Jardins du Charmois » de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Jardins du Charmois » - 1 rue du Charmois – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY.

N° FINESS : 54 000 3779

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 801,70	691 988,70
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	599 046,88	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	34 502,38	
	Déficit reporté	18 637,74	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	691 988,70	691 988,70
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 18 637,74 euros de déficit

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Les Jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY est modifiée à 691 988,70 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,53 euros

GIR 3 et 4 : 23,40 euros

GIR 5 et 6 : 16,27 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 7 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE
Service aménagement durable, urbanisme, risques

Commune de Avril - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/028 du 24 juillet 2009 concernant l'ouverture à l'urbanisation

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant que l'ouverture à l'urbanisation de ces trois secteurs serait contraire aux principes de gestion économe des espaces naturels et agricoles mais aussi de développement durable ;

Considérant que l'ouverture du secteur 1 en entrée de ville présente des risques pour la sécurité routière ;

Considérant que cette demande porterait atteinte à l'environnement de façon excessive, dans la mesure où la commune dispose encore environ de 10 ha de surfaces à urbaniser et non bâties.

A R R E T E

Article 1^{er} : La commune de AVRIL est autorisée à ouvrir à l'urbanisation le secteur 4, situé à l'est de la route de Filières, sous réserve de réduire la surface à 0,80 ha nécessaire à la réalisation de la salle polyvalente, dans le cadre de son projet de Plan Local d'Urbanisme.

Article 2 : La commune de AVRIL n'est pas autorisée à ouvrir à l'urbanisation les secteurs 1, 2 et 3 situés respectivement en bordure des routes de Briey, de Filières et de la Fontenelle, au sud et sud-est de la commune.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours: le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours contentieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Commune de Saint-Ail - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/029 du 24 juillet 2009 concernant l'ouverture à l'urbanisation

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

A R R E T E

Article 1^{er} : La commune de SAINT-AIL est autorisée à ouvrir à l'urbanisation ce secteur situé dans la zone d'activité de la SOVAB, sous réserve de ne pas urbaniser une bande de 10 mètres de large à partir de la berge du ruisseau présent au nord de la zone et de préserver ainsi cet espace à l'état naturel.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours: le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours contentieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/372 du 5 août 2009 fixant les maxima et minima du loyer des bâtiments d'habitation dans un bail rural

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} - Détermination du loyer des bâtiments d'habitation dans le cadre d'un bail rural

Le loyer des bâtiments d'habitation (surface habitable et dépendances) loués par bail rural, est déterminé de la façon suivante :

1) Le calcul de la surface à retenir pour le calcul du loyer

Le loyer est calculé par mètre carré de plancher habitable définie comme suit.

La surface habitable est la surface de plancher construite, après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines, embrasures de portes et de fenêtres.

Il n'est pas tenu compte de la superficie des combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, terrasses, loggias, balcons, séchoirs extérieurs au logement, vérandas, locaux communs et autres dépendances des logements, ni des parties de locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre.

2) Les catégories de logement

Le loyer des bâtiments d'habitation est déterminé par catégories définies selon deux types de critères :

l'importance du logement,

des éléments correcteurs, tels que l'état d'entretien et de conservation des logements, leur confort et leur situation par rapport à l'exploitation.

2.1) L'importance du logement

Le loyer mensuel au m² est déterminé de la façon suivante :

- Jusqu'à 150 m², le prix est de 3,81 €

- Entre 151 et 200 m², le prix du m² supplémentaire est de 3,74 €

- Entre 201 et 250 m², le prix du m² supplémentaire est de 3,59 €

- Au-delà de 250 m² : la surface supplémentaire ne supporte pas de loyer.

2.2) Les éléments correcteurs

Les éléments correcteurs sont pris en considération en affectant le loyer défini au point 2.1, d'un coefficient global, obtenu par addition des coefficients partiels afférents respectivement à chacun des dits éléments.

Globalement, ce coefficient ne pourra ni être inférieur à 0,2, ni supérieur à 1,15.

Les travaux ou aménagements réalisés par le preneur ne sont pas pris en compte.

Entretien et vétusté

Le coefficient retenu au titre de la vétusté et de l'état d'entretien du bâtiment peut varier de 0,05 à 0,35.

Il se décompose en deux parties :

- l'une concernant le gros œuvre, la charpente, la couverture, et les descentes d'eaux pluviales : de 0,05 à 0,20.

Le coefficient 0,20 correspond à une construction dont le gros œuvre et la charpente sont en très bon état, dont la couverture est étanche et dont les souches de cheminées et les descentes d'eaux pluviales sont bien entretenues,

- l'autre concernant l'état des façades, les menuiseries et ferrures extérieures : de 0 à 0,15.

Le coefficient 0,15 correspond à des façades d'un aspect correct et d'une étanchéité totale ; les menuiseries et les ferrures extérieures répondent aux critères suivants : bon état de fonctionnement, étanchéité et aspect extérieur très satisfaisants.

Situation

Pour tenir compte des avantages et des inconvénients de la situation du bâtiment d'habitation, de son environnement et de ses accès, les parties retiennent un coefficient pouvant varier entre 0,10 et 0,15.

Peuvent également pris en considération des facteurs tels que proximité des commerces et services extérieurs (écoles, médecins et pharmaciens, administrations, ...).

Le coefficient moyen 0,13 s'applique à une habitation dont l'emplacement ou le voisinage n'offre ni inconvénient, ni avantage notoire, ou dont les uns et les autres se compensent.

Eclairement

Le coefficient retenu peut varier de 0,05 à 0,10 pour tenir compte globalement de l'éclairement, de l'ensoleillement et des vues dont le logement dispose.

Le coefficient 0,10 s'applique à une maison claire, ensoleillée une longue partie de la journée, ayant des vues dégagées (sur une large rue, une vaste cour, un espace de verdure ayant au moins 15 mètres sans écran).

Sanitaires

Le coefficient retenu peut varier de 0 à 0,20.

Il se décompose de la façon suivante :

- le coefficient 0,03 s'applique à un WC intérieur constituant une pièce séparée, pourvue d'une cuvette à l'anglaise et d'une chasse d'eau ; ce coefficient est ramené à 0,02 si le WC est situé dans la salle d'eau,
- le coefficient 0,07 s'applique à une salle d'eau intérieure constituant une pièce séparée comportant une douche et un lavabo munis de siphons alimentés en eau chaude et froide. Ce coefficient peut être porté à 0,12 pour tenir compte d'éléments d'équipement supplémentaires : baignoire, bidet, etc...,
- un coefficient supplémentaire de 0,05 peut d'appliquer pour tenir compte de l'existence d'une deuxième salle d'eau.

Chauffage et isolation

Chauffage :

Le coefficient peut varier de 0 à 0,10.

Le coefficient 0,10 s'applique dans le cas où il existe un chauffage central ou toute autre installation complète en bon état de fonctionnement

Isolation :

Le coefficient peut varier de 0 à 0,15.

Le coefficient s'applique dans a cas d'une bonne isolation des pièces comptabilisées dans la surface habitable.

Dépendances

L'existence de dépendances telles que caves, greniers, garages, appentis, permet de retenir un coefficient pouvant varier de 0 à 0,10.

2.3) Conditions particulières

Les locaux mis en location sont censés comporter une salle d'eau et un WC intérieur ainsi qu'une cuisine indépendante ou un coin cuisine intérieur comprenant un évier avec siphon raccordé à une chute d'eaux usées, alimenté en eau froide et en eau chaude. La cuisine ou le coin cuisine doit être aménagé de manière à pouvoir recevoir un appareil de cuisson.

Les logements qui ne rempliraient pas les conditions fixées ci-dessus doivent donner lieu à un abattement supplémentaire laissé à l'appréciation des parties ; cet abattement ne peut excéder 15 % du prix final obtenu après application des coefficients correcteurs.

3) L'indexation du loyer de la maison d'habitation

Le loyer en euro au m², déterminé entre le bailleur et le preneur, ainsi que les bases fixées au 2.1 ci-dessus, sont établis sur la base de l'indice de référence des loyers publiés par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), dont la valeur au premier trimestre 2009 est de 117,70 (JO du 14/04/09).

Ce loyer et ces bases seront réactualisés chaque année selon l'évolution de cet indice.

Article 2 - Application de l'arrêté

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux baux conclus ou renouvelés à compter du premier du jour du mois qui suivra sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, les Maires, le Directeur Départemental de l'Equipement et de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 5 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/424 du 24 juillet 2009 de labellisation de l'organisme de formation retenu pour la réalisation des stages collectifs obligatoires dans le cadre du Plan de Professionnalisation Personnalisé du département de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant que la candidature présentée par la Chambre d'agriculture de Lorraine permet de remplir les objectifs qui sont dévolus au stage collectif obligatoire de 21 h, compte tenu :

- des modalités et les moyens mis en œuvre pour respecter le cahier des charges du stage collectif 21 h, destiné à permettre au candidat à l'installation de repérer où sont les ressources qui lui permettront de finaliser son projet en toute connaissance de cause, en apportant en particulier des réponses aux souhaits de formation émis par le candidat lors de l'auto diagnostic, de devenir acteur de son propre projet et de se donner les moyens de le mener à bien,
- des moyens humains mis en œuvre en terme d'animation du stage 21 h

AR R E T E

Article 1^{er} - Labellisation

La labellisation en tant qu'organisme de formation retenu pour la réalisation de stage collectif obligatoire de 21 h est accordée à la Chambre d'agriculture de Lorraine.

Article 2 - Durée

Cette labellisation est accordée pour une durée de trois années à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 juillet 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/432 du 6 août 2009 fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2009 dans le département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Dans chacune des zones définies est fixée une plage optimale de chargement correspondant à une exploitation optimale du potentiel fourrager dans le respect de la conditionnalité. De la même manière sont définies des plages non optimales de chargement.

L'ensemble de ces plages est précisé à l'annexe 1 du présent arrêté

Article 2 : Pour chacune des plages de chargement, le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels rapporté à l'hectare de surface fourragère est fixé conformément aux montants précisés à l'annexe 2 du présent arrêté ;

Article 3 : Les surfaces fourragères sont les surfaces définies dans l'arrêté préfectoral du 06 mars 2008 fixant les normes usuelles de la région .

Article 4 : Un arrêté préfectoral ultérieur fixera le stabilisateur départemental qu'il conviendra d'appliquer sur le montant total de la prime attribué à chaque bénéficiaire.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le délégué régional de l'Agence de Service et de Paiement (ASP) sont chargés ; chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

**ANNEXE 1 de l'arrêté préfectoral fixant les plages optimales de chargement
pour le respect des bonnes pratiques agricoles en Meurthe-et-Moselle**

DEFINITION DES PLAGES DE CHARGEMENT

Le chargement s'exprime en nombre d'UGB par rapport à la surface fourragère :

Les animaux de l'exploitation sont pris en compte selon les modalités suivantes :

- le nombre d'UGB moyennes bovines présentes sur l'exploitation durant l'année 2008
- le nombre d'ovins ou caprins de la demande de la Prime à la Brebis en janvier 2009
- les autres herbivores présents sur l'exploitation au 31 mars 2009 et présents au moment de la demande

	Chargement optimum Coefficient de paiement 1,00	Chargement non optimum Coefficient de paiement 0,80	Chargement inéligible
Zone de MONTAGNE	Supérieur ou égal à 0,8 et inférieur à 1,6	Egal ou supérieur à 0,25 et inférieur à 0,8 OU Supérieur ou égal à 1,6 et inférieur ou égal à 2	Inférieur à 0,25 OU Supérieur à 2
Zone de PIEMONT		Egal ou supérieur à 0,35 et inférieur à 0,8 OU Supérieur ou égal à 1,6 et inférieur ou égal à 2	Inférieur à 0,35 OU Supérieur à 2
Zone défavorisée simple			

**ANNEXE 2 de l'arrêté préfectoral fixant le montant des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels
au titre de la campagne 2009 dans le département.**

MONTANT DES INDEMNITES RAPPORTE A L'HECTARE DE SURFACE FOURRAGERE

	Montant en Euros
Zone de MONTAGNE	136
Zone de PIEMONT	55
Zone défavorisée simple	49

Pour les exploitations dont le taux de chargement se situe dans la tranche « non optimum », le montant des indemnités sera affecté d'un coefficient égal à 0,80.

Les 25 premiers hectares seront primés avec une majoration de 35% en zone de piémont et défavorisée simple et de 40% en zone de montagne.

Service de l'environnement-eau-biodiversité

Extrait de l'arrêté du 15 juillet 2009 modifiant l'arrêté déclarant d'intérêt général les travaux d'aménagement du Ruisseau du Ménil à Bainville-aux-Miroirs

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

ARRETE

Article 1^{er} - Objet de la demande

La date de commencement substantiel de travaux mentionnée à l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 autorisant des travaux d'aménagement du Ruisseau du Ménil à Bainville-aux-Miroirs est reportée au 1^{er} septembre 2009.

Article 2 - Voies de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif. Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement)

Article 3 - Publication et exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture et le Maire de la commune de Bainville-aux-Miroirs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et affiché en mairie de Bainville-aux-Miroirs.

Il sera également mis à disposition du public sur le site Internet de la préfecture.

Copie en sera adressée au chef du Service Départemental de l'ONEMA.

Nancy, le 15 juillet 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/EEB n° 001 du 22 juillet 2009 définissant le 4^{ème} programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant les propositions du groupe de travail chargé d'établir le 4^{ème} programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable définie en application des articles R 211-80 à 85 du Code de l'environnement,

ARRETE

Article 1^{er} - Le présent arrêté définit les mesures et actions nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre nitrates, de la qualité des eaux superficielles et souterraines dans la zone vulnérable du département. L'ensemble de ces mesures et actions est appelé quatrième programme d'action.

Article 2 - Ce programme d'action est unique pour l'ensemble de la zone vulnérable du département telle que définie par l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 23 juillet 2007 susvisé ; la liste des communes de la zone vulnérable figure en annexe N°1.

Tout agriculteur est tenu de le respecter pour la partie de son exploitation située en zone vulnérable.

Article 3 - Les conclusions du diagnostic de la situation locale sont précisées dans l'annexe N°2 du présent arrêté.

Article 4 - Les mesures du programme d'action sur la zone vulnérable sont les suivantes :

1°- l'obligation d'établir un plan de fumure prévisionnel (établi au plus tard le 1^{er} mars) et de remplir un cahier d'épandage des fertilisants azotés organiques et minéraux. Deux modèles sont joints à titre indicatif en annexe N°3, un modèle d'enregistrement par « îlot » et un modèle d'enregistrement par « campagne ».

2°- l'obligation de respecter la quantité maximale d'azote contenu dans les effluents d'élevage épandus annuellement sur l'exploitation (y compris les effluents importés et ceux épandus par les animaux eux-mêmes) et dans les autres produits organiques épandus annuellement (boues d'épuration, ...).

Cette quantité ne doit pas dépasser 170 kg par hectare de surface agricole utile épandable et par an.

Les modalités de calcul sont indiquées en annexe N°4 du présent arrêté.

3°- l'obligation d'épandre les fertilisants organiques et minéraux en se basant sur l'équilibre de la fertilisation azotée à la parcelle pour toutes les cultures et de respecter les éléments de calcul de la dose notamment les rendements objectifs et les modalités de fractionnement en distinguant, le cas échéant, cultures irriguées et non irriguées.

Ces éléments sont indiqués en annexe N°5 ainsi que les modalités de calcul de l'objectif de rendement.

Figurent en annexe 5 bis 6 fiches d'aide à la décision en matière de fertilisation azotée des grandes cultures bâties selon les modalités de calculs de l'annexe 5.

4°- l'obligation de respecter les périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés indiquées dans le tableau suivant :

Occupation du sol	fertilisant		période d'interdiction d'épandage (grisé) par type de fertilisant											
	type	C/N	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
sols non cultivés y compris jachères non industrielles	I	>8	toute l'année											
	II	≤ 8	toute l'année											
	III	M-S	toute l'année											
grandes cultures d'automne	I	>8					1 nov	15 jan						
	II	≤ 8					1 nov	15 jan						
	III	M-S			1 sept			15 jan						
grandes cultures de printemps avec CIPAN (*)	I	>8	1 juil		31 oct									
	II	≤ 8	1 juil	(apport plafonné à 15 unités*)				15 jan						
	III	M-S	1 juil						15 fév					
grandes cultures de printemps sans CIPAN	I	>8	1 juil		31 oct									
	II	≤ 8	1 juil					15 jan						
	III	M-S	1 juil						15 fév					
prairies de plus de six mois non pâturées	I	>8												
	II	≤ 8					15 nov	15 jan						
	III	M-S				1 oct		31 jan						

M-S : fertilisants minéraux ou de synthèse

* dans le cas d'implantation de CIPAN avant cultures de printemps, un apport de fertilisant de type II plafonné à 15 unités d'azote organique est autorisé sur les CIPAN.

- les fertilisants du type I, contiennent de l'azote organique et ont un rapport C/N élevé (supérieur à 8) ; ce sont notamment les déjections avec litière (fumier pailleux, compost de fumier, boues de papeteries,...) ;
- les fertilisants du type II, contiennent de l'azote organique et ont un rapport C/N bas (inférieur ou égal à 8) ; ce sont notamment les déjections sans litière (lisier, purin, fientes de volailles, boues de step,...) et les engrais du commerce d'origine organique animale. Certaines associations de produits comme les déjections associées à des matières carbonées difficilement dégradables (type sciure ou copeaux de bois), malgré un rapport C/N élevé, sont à rattacher au type II ;
- les fertilisants minéraux et uréiques de synthèse, classés du type III.

- les boues normalisées, gadoues, composts, eaux résiduaires, etc. figurent dans l'une des deux premières classes précédemment définies, en fonction de leur rapport C/N, éventuellement corrigé selon la forme du carbone (1).

les boues à C/N >8 (boues à biodisponibilité réduite de l'azote, à court ou moyen terme) ce sont notamment les boues compostées, certaines boues chaulées, les boues de lagunage naturel,

les boues à C/N <8 (boues dont le taux de biodisponibilité de l'azote, à court ou moyen terme est considéré comme élevé, d'où une restriction assez forte des périodes possibles d'épandage) ce sont notamment les boues liquides, pâteuses ou séchées,

5°- l'obligation de respecter les conditions particulières d'épandage des fertilisants azotés organiques et minéraux,

a- Les prescriptions actuellement imposées par les réglementations en vigueur sont rappelées en annexe N°6.

b- Epandage à proximité des eaux de surface

L'épandage des fertilisants de type III est interdit à moins de 5 mètres des eaux de surface courantes ou non.

c- Epandage sur les sols en forte pente

L'épandage devra se réaliser de manière à ce qu'en aucun cas le ruissellement, en dehors du champ d'épandage, ne puisse se produire.

d- Epandage sur les sols détrempés, inondés, gelés ou enneigés.

Etat du sol	fertilisant		Epandage
	type	C/N	
sols détrempés ou inondés	I	>8	interdit
	II	≤ 8	interdit
	III	M-S	interdit
sols enneigés	I	>8	Interdit si existe un risque de ruissellement vers milieu aquatique
	II	≤ 8	interdit
	III	M-S	interdit
sols gelés en surface alternant gel et dégel en 24 heures	I	>8	autorisé
	II	≤ 8	autorisé
	III	M-S	autorisé
sols pris en masse par le gel	I	>8	autorisé
	II	≤ 8	interdit
	III	M-S	interdit

6°- l'obligation de disposer d'une capacité de stockage des effluents d'élevage, permettant de couvrir au moins les périodes d'interdiction d'épandage fixées précédemment.

Les capacités de stockage minimales sont celles résultant de la législation existante des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et du Règlement Sanitaire Départemental (rappelées dans le tableau de l'annexe N°7) ; elles tiennent compte des risques d'intempéries et des possibilités de traitement et d'élimination.

7°- L'obligation d'une gestion adaptée des terres, incluant les points suivants :

a) - l'enfouissement superficiel des résidus de récolte réalisé chaque fois que le système de culture le permet.

b) - Le maintien de la végétation rivulaire (haies, arbres et zones boisées) de part et d'autre des rives des cours d'eau.

L'implantation d'une bande enherbée, arbustive ou boisée le long de tous les cours d'eau :

- cours d'eau représentés par des traits bleus pleins et pointillés sur les cartes IGN 1/25 000 les plus récentes ;

- couvert permanent enherbé et, ou, arbustif et, ou, boisé (la liste des couverts herbacés préconisés figure en annexe de l'arrêté BCAA ; la liste des essences préconisées pour les arbres et arbustes figure en annexe N°9) ;

- couvert permanent sur une largeur minimale de 5 mètres.

c) - le maintien des prairies naturelles existantes sur une largeur minimale de 10 mètres de part et d'autre des rives des cours d'eau et dans les zones inondables.

Le maintien des surfaces en herbe dans les périmètres de protection rapprochées des captages d'eau potable.

d) - la couverture des sols pendant la période de risque de lessivage, de telle sorte que 100 % de la surface agricole utile de l'exploitation pour les surfaces appartenant à la zone vulnérable fasse l'objet d'un couvert en période de risque de lessivage au plus tard en 2012. Le taux minimum de couverture doit évoluer progressivement de la façon suivante :

- 70 % en 2009,

- 80 % en 2010,

- 90 % en 2011,

- et 100 % en 2012.

On entend par couverture des sols :

- les prairies, les cultures d'hiver, les jachères enherbées,

- les cultures intermédiaires pièges à nitrates (CIPAN) avant toutes cultures de printemps (inter cultures longues) avec autorisation de remplacer les CIPAN par un broyage fin des cannes de maïs suivi d'un enfouissement superficiel dans les successions de cultures de maïs grain suivies d'une culture de printemps (modalités également applicables au sorgho grain et au tournesol),

Les CIPAN sont implantées le plus tôt possible après les récoltes de juillet-août, et au plus tard le 1^{er} septembre.

Les CIPAN ne doivent pas être détruites avant le 1^{er} novembre. La destruction mécanique des CIPAN doit être privilégiée, la destruction chimique des CIPAN devra être limitée aux situations qui la justifie : travail du sol simplifié, problème de maîtrise des adventices....

- les repousses de colza, qui sont obligatoires après culture de colza quelle que soit la durée de l'inter culture, y compris avant les céréales d'hiver.

Dans le cas d'une culture de maïs ensilage suivie d'une culture de printemps, l'implantation de CIPAN sous couvert de maïs doit être privilégiée, toutefois, l'absence de couverture des sols en automne pour ces surfaces sera tolérée jusqu'en 2011. La couverture avec CIPAN devra être réalisée au plus tard en 2012.

Article 5 - Les indicateurs susceptibles d'être mis en œuvre, compte tenu des moyens disponibles, pour évaluer l'efficacité du programme d'action, c'est-à-dire permettant de mesurer le degré d'atteinte des objectifs fixés à l'article 4 du présent arrêté, sont choisis dans le tableau suivant :

gestion de la fertilisation modalités de fractionnement	<ul style="list-style-type: none"> ◆ % d'agriculteurs qui font au moins trois apports d'azote sur céréales d'hiver. ◆ % d'agriculteurs qui font plus d'un apport d'azote sur cultures de printemps. ◆ % d'agriculteurs qui calculent leur fertilisation azotée à partir de la méthode des bilans. ◆ % d'agriculteurs qui utilisent un outil de diagnostic de nutrition des plantes (JUBIL, règlette colza, ...). 	<ul style="list-style-type: none"> obtenu par exploitation des cahiers d'enregistrement. obtenu par exploitation des cahiers d'enregistrement. obtenu par enquête. obtenu par enquête.
respect de la quantité d'azote contenu dans les effluents d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> ◆ % d'agriculteurs qui tiennent compte de l'azote apporté par la matière organique pour réduire leur fertilisation minérale. ◆ % d'agriculteurs qui évaluent les quantités épandues. 	<ul style="list-style-type: none"> obtenu par exploitation des cahiers d'enregistrement. obtenu par exploitation des cahiers d'enregistrement.

gestion de l'interculture	◆ % de superficie emblavée en cultures d'hiver.	obtenu par enquêtes culturelles et données PAC.
	◆ % de superficie en prairie.	obtenu par enquêtes culturelles et données PAC.
	◆ % de la SAU implantée en cultures de printemps.	obtenu par enquêtes culturelles et données PAC.
	◆ % de la SAU implantée en CIPAN devant cultures de printemps.	obtenu par enquêtes culturelles.
	◆ Mode de destruction des CIPAN en % des surfaces concernées (mécanique, chimique).	obtenu par enquêtes culturelles et données PAC.

Au plus tard, six mois avant la fin du présent programme, les tableaux de bord seront établis par la DDEA en concertation avec le groupe de travail départemental afin de mesurer l'atteinte ou non des objectifs et de préparer le 5^{ème} programme d'action.

Article 6 - A l'issue du 4^{ème} programme, un rapport sera établi mettant en évidence les moyens mis en œuvre, les progrès réalisés dans la limitation des pratiques à risques pour la pollution azotée des eaux et l'évolution de la teneur en nitrates.

Article 7 - Sans préjudice des dispositions des articles L 216-6 et L 216-13 du code de l'environnement, est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe le fait de ne pas respecter dans la zone vulnérable les mesures prévues à l'article 4 du présent arrêté.

Article 8 - L'arrêté du 20 décembre 2007 prorogeant l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2005 ayant défini le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est abrogé à la date d'application du présent arrêté.

Article 9 - L'ensemble des dispositions du présent arrêté s'applique du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 30 juin 2013, sans préjudice des autres textes réglementaires existants.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents visés à l'article L.216-3 du code de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle, et transmis pour affichage à toutes les communes incluses en zone vulnérable.

Article 11 - Une copie de l'arrêté sera adressée aux membres du groupe de travail départemental, aux maires des communes de la zone vulnérable pour affichage ainsi qu'à la direction de l'eau et de la biodiversité du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.

(1) On notera que le seul critère C/N ne suffit pas à classer les boues ; des boues chaulées peuvent avoir une biodisponibilité élevée de l'azote, même avec un C/N > 8.

Nancy, le 22 juillet 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Annexes jointes à l'arrêté préfectoral :

Annexe N° 1 - Liste des communes de la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle.

Annexe N° 2 - Conclusions du diagnostic de la situation locale.

Annexe N° 3 - Modèles de cahier d'enregistrement (plan de fumure et épandage).

Annexe N° 4 - Modalités de calcul de la quantité maximale d'azote contenu dans les effluents d'élevage.

Annexe N° 5 - Modalités de calcul et fractionnement de la fertilisation azotée.

Annexe N° 5 bis - Fiches d'aides au raisonnement de la fertilisation azotée des grandes cultures.

Annexe N° 6 - Réglementation en vigueur concernant les distances d'isolement minimales d'épandage.

Annexe N° 7 - Réglementation en vigueur concernant les capacités de stockage minimales des effluents d'élevage et recommandations en matière de stockage des produits fertilisants à usage agricole.

Annexe N° 8 - Code des bonnes pratiques agricoles.

Annexe N° 9 - Liste des arbres et arbustes préconisés le long des cours d'eau.

Ces annexes sont consultables en préfecture à la Direction du développement durable et des politiques interministérielles - Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Extrait de l'arrêté n° 54-2009-00073 du 3 août 2009 portant à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la création et l'exploitation d'une pisciculture d'eau douce lieu dit "Le Dorlon" à Longuyon - Commune de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant :

Que cette pisciculture créée en 1996, relevant des rubriques 3.2.7.0, 1.2.1.0 et 2.2.3.0 mentionnées à l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement, n'a fait l'objet d'aucune démarche réglementaire (déclaration/autorisation) auprès des Services Police de l'Eau à cette époque ;

Que Le Dorlon est un cours d'eau de référence pour la Directive Cadre Eau et classé en première catégorie ;

Que Le Dorlon est un cours d'eau classé au titre des Espaces Naturels Sensibles ;

Que la situation de cette pisciculture en tête de bassin (environ 500 m en aval des sources du Dorlon) suppose un risque non négligeable de pathologie et de pollution génétique des espèces autochtones ;

Que Le Plan Départemental pour la Protection du milieu aquatique et la Gestion des ressources piscicoles (PDPG) précise que le contexte salmonicole du Dorlon est conforme mais altéré par la présence d'ouvrages hydrauliques et d'étangs ;

Que le projet est incompatible avec l'orientation B.6.2 du SDAGE Rhin-Meuse approuvé en 1996 qui a pour objectif de « maîtriser la création de plans d'eau pour éviter les nuisances que provoque leur multiplication » ;

Que la multiplication des plans d'eau apporte des perturbations multiples et contribue à la dégradation de la qualité écologique des cours d'eau donc est incompatible avec les objectifs de la Directive Cadre Européenne ;

Que le dossier ne prend pas en compte les incidences d'un tel projet sur le milieu naturel et ne présente aucune mesure compensatoire susceptible de diminuer voire effacer l'impact du projet ;

Que les arrêtés du 1^{er} avril 2008, fixant les prescriptions applicables en matière de pisciculture d'eau douce, et du 11 septembre 2003, fixant les prescriptions applicables aux prélèvements, n'apporteront pas les garanties nécessaires à la préservation des enjeux mentionnés dans l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1^{er} : Opposition à déclaration

En application de l'article L 214-3, 4^o paragraphe, du code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration présentée par Monsieur PIERRE Marcel (50, rue Niessen 6750 MUSSON BELGIQUE ou 30, rue de Longwy, 54 870 VILLERS-LA-CHEVRE), concernant la création et l'exploitation d'une pisciculture d'eau douce sur le territoire de la commune de Longuyon.

Article 2 : Voies et délais de recours

A peine d'irrecevabilité de tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de 2 mois suivant la notification de celle-ci, saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R214-34 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision implicite du projet.

Article 3 : Remise en état des lieux

Il devra être fourni, sous un délai de 3 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, les modalités de remise en état du site pour validation par le Service Police de l'Eau. La remise en état effective du site devra être réalisée au plus tard 6 mois suivant la date de signature du présent arrêté.

Article 4 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté et notamment des délais fixés, Monsieur PIERRE Marcel est passible des sanctions administratives prévues aux articles L.216-1 du code de l'environnement (consignation des sommes, mises en exécution d'office ou suspension de l'exploitation) et pénales prévues par les articles L.216-10 du code de l'environnement.

Article 5 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Autres réglementations

Les obligations faites à Monsieur PIERRE Marcel par le présent arrêté ne sauraient exonérer celui-ci de solliciter les autorisations éventuellement nécessaires au titre d'autres législations.

Article 7 : Publicité

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur PIERRE Marcel par lettre recommandée avec accusé réception.

En vue de l'information des tiers, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; une copie sera déposée en mairie de Longuyon et pourra y être consultée.

Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

La présente décision sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 8 : Exécution

Le Sous-Préfet de Briey, le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Longuyon, le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Copie sera mise à disposition du public sur le site Internet de la préfecture.

Copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Longuyon.

Nancy, le 3 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service transports, sécurité

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/TS/015 du 3 août 2009 portant déclassement d'un terrain dépendant du domaine public ferroviaire, situé sur la commune de Puxieux

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article I : Est déclassé en vue de son aliénation, le terrain dépendant du domaine public ferroviaire d'une surface totale de 225 m², situé sur la commune de PUXIEUX et cadastré section ZA n° 29p lieu-dit « Renaudchamp ».

Ce terrain figure sous la teinte jaune au plan joint au présent arrêté.

Article II : Cette opération de déclassement prendra effet à la date de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article III : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le maire de PUXIEUX ;
- M. le Président du Conseil Régional de Lorraine, Direction de la mobilité et de l'économie des transports ;
- M. le directeur de la Délégation Territoriale Immobilière Est – SNCF - 17 rue André Pingat - 51100 Reims ;
- M. le directeur des finances publiques – Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le directeur des archives départementales de Meurthe-et-Moselle ;
- Préfecture, Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique ;
- Unité territoriale de l'équipement de BRIEY ;

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Le plan joint au présent arrêté est consultable à la Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture – Service transports, sécurité.

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/TS/016 du 3 août 2009 portant déclassement d'un terrain dépendant du domaine public ferroviaire, situé sur la commune de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article I : Est déclassé en vue de son aliénation, le terrain dépendant du domaine public ferroviaire d'une surface totale de 80 m², situé sur la commune de BACCARAT et cadastré section AM n° 457p lieu-dit « de la gare ».

Ce terrain figure sous la teinte jaune au plan joint au présent arrêté.

Article II : Cette opération de déclassement prendra effet à la date de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article III : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le maire de BACCARAT ;
- M. le Président du Conseil Régional de Lorraine, Direction de la mobilité et de l'économie des transports ;
- M. le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Direction appui aux Territoires – Espace et Environnement – Service aménagement foncier et urbanisme ;

- M. le directeur de la Délégation Territoriale Immobilière Est – SNCF - 17 rue André Pingat - 51100 Reims ;
- M. le directeur des finances publiques – Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le directeur des archives départementales de Meurthe-et-Moselle ;
- Préfecture, Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique ;
- Unité territoriale de l'équipement de LUNEVILLE ;

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Le plan joint au présent arrêté est consultable à la Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture – Service transports, sécurité.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

Service santé et protection animales et environnement

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.091 du 28 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Flavien BAI, vétérinaire à Lay-Saint-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Flavien BAI
Docteur Vétérinaire
34, chemin d'Eulmont
54690 LAY-SAINT-CHRISTOPHE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 28 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.092 du 30 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Sébastien JACQUINET, vétérinaire à Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Sébastien JACQUINET
Docteur Vétérinaire
6, rue Jean-Baptiste Anet
54300 LUNEVILLE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 30 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.093 du 30 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Virginie RENARD, vétérinaire à Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an à :

Virginie RENARD
Docteur Vétérinaire
6, rue Saint-Louis
54400 LONGWY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 30 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.094 du 30 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Stéphanie TASIAUX, vétérinaire à Audun-le-Tiche

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Stéphanie TASIAUX
Docteur Vétérinaire
40, Place Roland Marchesin
57390 AUDUN LE TICHE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 30 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.099 du 31 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Bénédicte HARTMAN-MERCENIER, vétérinaire à Dieuze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an à :

Bénédicte HARTMAN-MERCENIER
Docteur Vétérinaire
8, rue Jean-Pierre Clause
57260 DIEUZE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 31 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.100 du 31 juillet 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Magdalena HENDZLIK, vétérinaire à Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an à :

Magdalena HENDZLIK
Docteur Vétérinaire
10, rue de Lorraine
54120 BACCARAT

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 31 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.102 du 7 août 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Arnaud PTAK, vétérinaire à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Arnaud PTAK
Docteur Vétérinaire
5, rue Marcel Brot
Villa Montenoy - Appartement 69
54000 NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'observation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 7 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Catherine NICOLEY

SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST

Arrêté du 11 août 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative à l'administration générale

Le chef du service de la navigation du Nord-Est,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.113 du 27 juillet 2009 portant délégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'administration générale accordé par M. le Préfet de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'administration générale ;

ARRETE

Article 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, la délégation prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.113 du 27 juillet 2009 susvisé est exercée dans la limite de ses attributions par M. Jean ABELE, adjoint au Chef du Service de la Navigation du Nord-est.

Article 2 : Les compétences suivantes sont subdélégées à M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement :

Police de l'eau et des milieux aquatiques :

- Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple) ;
- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition ;
- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation ;
- Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner ;
- Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles ;
- Délits de pêche :
 - * Proposition de transaction auprès du procureur de la République ;
 - * Transmission des procès-verbaux au procureur de la République ;
- Interdiction temporaire de la pêche ;
- Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.425-21 du Code de l'urbanisme) ;
- Représentation de l'État dans les instances judiciaires de premier degré.

Article 3 : Les compétences suivantes sont subdélégées à M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation :

Règlements de police et de navigation :

- Règlements particuliers de police ;
- Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure ;
- Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure ;
- Contravention à la police de la navigation :
 - * instruction des procès-verbaux ;
 - * transmission au Procureur de la République des procès-verbaux ;
 - * représentation de l'État dans les instances judiciaires de premier degré.

Article 4 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 3 juillet 2009.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 11 août 2009

Le chef du service de la navigation du Nord-Est,
Jean-Philippe MORETAU

Arrêté du 11 août 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie

Le chef du service de la navigation du Nord-Est,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.122 du 6 août 2009 portant délégation de signature de

M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie accordé par M. le Préfet de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie ;

ARRETE

Article 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, délégation est donnée à :

- M. Jean ABELE, adjoint au Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
- M. Xavier MANGIN, adjoint au secrétaire général,
- M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement prospectives, gestion et financement,

- M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation,
- M. Philippe MOREL, responsable de l'unité exploitation et réglementation,
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Daniel BALY, adjoint au responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement,
- M. Michel COURTEAU, responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
- Mme Michelle LAQUENAIRE, adjointe au responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
- M. Jean-François MORICEAU, responsable par intérim de la subdivision de Toul,
- M. Jean-Yves HELLE, adjoint au responsable de la subdivision de Toul,
- M. Jean-François MORICEAU, responsable par intérim de la subdivision de Pont-à-Mousson,
- M. Luc VUIDART, adjoint au responsable de la subdivision de Pont-à-Mousson,
- M. Daniel MARTIN, responsable par intérim de la subdivision de Nancy,
- M. Stéphane MUNOS, adjoint par intérim au responsable de la subdivision de Nancy,
à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle.
Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 3 juillet 2009.
Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 11 août 2009

Le chef du service de la navigation du Nord-Est,
Jean-Philippe MORETAU

Le tableau joint au présent arrêté concernant les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle est consultable au service navigation du Nord-Est, 28 boulevard Albert 1^{er} - 54000 Nancy.

Arrêté du 11 août 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique

Le chef du service de la navigation du Nord-Est,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.118 du 27 juillet 2009 portant délégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'ingénierie publique accordé par M. le Préfet de Meurthe et Moselle ;
Vu l'arrêté du 3 juillet 2009 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'ingénierie publique ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.118 du 27 juillet 2009 susvisé, sont subdélégées à :

- M. Jean ABELE, adjoint au chef du Service de la Navigation du Nord-Est
- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement Études et Grands Travaux
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général adjoint.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 3 juillet 2009.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État et une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 août 2009

Le chef du service de la navigation du Nord-Est,
Jean-Philippe MORETAU

AUTRES SERVICES

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Extrait de la décision n° 09-08 du 18 juin 2009 relative à la réalisation d'une enquête de satisfaction auprès des adhérents et du personnel de la Mutualité Sociale Agricole afin d'engager les mesures nécessaires à l'amélioration du service rendu

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Article 1^{er} : Il a été créé à la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel, permettant de réaliser une enquête nationale de satisfaction basée sur l'envoi de questionnaires par voie postale auprès des adhérents de la MSA (salariés, exploitants, employeurs de main d'œuvre et retraités) et du personnel de la MSA et ce, afin d'évaluer leur niveau de satisfaction et de prévoir les mesures nécessaires à l'amélioration du service rendu.

La modification de ce traitement porte sur :

1. l'appel à un nouveau sous-traitant dénommé AUDIREP pour le traitement des données issues des questionnaires.
2. la réalisation d'une enquête avec une application « en ligne sur le site intranet » auprès du personnel des caisses de la MSA

Article 2 : Les informations à caractère personnel traitées sont les suivantes :

- l'identification de l'adhérent : civilité, nom patronymique, nom marital, prénom, âge,
- l'identification des agents : civilité, nom patronymique, nom marital, prénom, code identifiants, adresses mails (ces données restent au sein du CIMAFAF et les fichiers ne sont en aucun cas transmis à la société AUDIREP)
- la catégorie professionnelle de l'adhérent : salarié, exploitant, employeur, retraité, nombre d'heures travaillées,
- la localisation géographique de l'adhérent : adresse, numéro de voie, complément adresse, libellé voie, nature de voie, libellé commune, libellé département.

Article 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont les organismes de mutualité sociale agricole et les sociétés AUDIREP et SMSI.

Article 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement et ce, jusqu'à l'anonymisation des données.

Par ailleurs, une fois le questionnaire anonyme envoyé, le droit d'opposition prévu par l'article 38 alinéa 1^{er} de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique plus.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,

Christian FER

Bagnolet, le 18 juin 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de la décision ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur Général. »

Vandœuvre-lès-Nancy, le 6 août 2009

Le Directeur Général,
Jean-Marie GERARD

Décision n° 09-10 du 24 juillet 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Article 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel entre la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) et le Conseil Général. Ce traitement est destiné à permettre aux agents instructeurs, habilités par le Conseil Général, à disposer des données relatives au Revenu de Solidarité Active (RSA) des assurés afin d'étudier leurs droits et les accompagner dans leurs démarches d'insertion professionnelle.

Article 2 : Les informations concernées par ce traitement sont relatives aux demandeurs et aux bénéficiaires du RSA. Ces données portent sur :

- l'identification de l'assuré,
- le numéro de sécurité sociale,
- la situation familiale,
- la formation,
- l'adresse,
- la vie professionnelle,
- la situation économique et financière,
- les moyens de déplacement des assurés,
- la santé (grossesse, handicap).

Article 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont :

- la Caisse de la MSA dont relève l'intéressé, via son centre informatique,
- le centre informatique de la CCMSA,
- les conseils Généraux via le Centre de Serveur National (CSN) de la CNAF.

Article 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement. Toutefois, le droit d'opposition ne s'applique pas en raison des dispositions réglementaires.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,

Christian FER

Bagnolet, le 24 juillet 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSAL est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. »

Vandœuvre-lès-Nancy, le 6 août 2009

Le Directeur Général,
Jean-Marie GERARD

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Décision d'ouverture d'un concours sur titres externe pour le recrutement d'un Cadre de Santé du 1^{er} juillet 2009

Le directeur du centre hospitalier de Verdun,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 2001 – 1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

Vu la vacance de 5 postes de Cadre de santé diffusée les 29 mai 2009 et 26 décembre 2008 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

DECIDE

Article 1^{er} : Un concours sur titres EXTERNE est ouvert à partir du 1^{er} octobre 2009 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir un poste vacant de Cadre de santé (filiale infirmier) dans l'établissement.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par les décrets :
- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière;
- n° 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière;
- n° 89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière;
et du diplôme de Cadre de santé ou certificat équivalent, ayant exercé dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins 5 ans en équivalence temps plein, au 1^{er} janvier 2009.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé,
- un CV établi par le candidat sur papier libre,
- un certificat de travail justifiant de la durée des services accomplis.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Article 5 : le concours pourra être organisé au plus tôt UN mois après la date de clôture des inscriptions, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 19 août 2002 susvisé.

Verdun, le 1^{er} juillet 2009

Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,
F. DELHOUSTAL

Décision d'ouverture d'un concours sur titres interne pour le recrutement de quatre Cadres de Santé du 1^{er} juillet 2009

Le directeur du centre hospitalier de Verdun,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 2001 – 1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

Vu la vacance de 5 postes de Cadres de santé diffusée les 29 mai 2009 et 26 décembre 2008 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

D E C I D E

Article 1^{er} : Un concours sur titres INTERNE est ouvert à partir du 1^{er} octobre 2009 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir 4 postes vacants de Cadre de santé (filrière infirmier) dans l'établissement.

Article 2 : Peuvent être candidats les fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière;
 - n° 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière;
 - n° 89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière
- et du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, ayant exercé dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins 5 ans en équivalence temps plein, au 1^{er} janvier 2009,

comptant au 1^{er} janvier 2009, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, ainsi que les agents non titulaires de la Fonction Publique Hospitalière, possédant l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et le diplôme de Cadre de Santé ayant accompli au moins 5 ANS de services publics effectifs au 1^{er} janvier 2009 en qualité de personnel de la filière infirmière, de rééducation ou médico-technique.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé,
- un CV établi par le candidat sur papier libre,
- un certificat de travail justifiant de la durée des services accomplis.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Article 5 : le concours pourra être organisé au plus tôt UN mois après la date de clôture des inscriptions, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 19 août 2002 susvisé.

Verdun, le 1^{er} juillet 2009

Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,
F. DELHOUSTAL

